

# Rencontre avec Shawan Jabarin sur les prisonniers palestiniens

25 mai 2017



**Lors de son passage à Paris le 19 mai 2017, Shawan Jabarin, directeur de l'ONG palestinienne de droits de l'Homme Al-Haq et vice-président de la FIDH, fait un état des lieux de la situation des prisonniers palestiniens en grève de la faim.**

Shawan Jabarin est directeur d'[Al Haq](#), une des plus importantes ONG de protection des droits de l'homme palestinienne. Ancien prisonnier politique, détenu sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui pendant près de six ans, il a documenté les violations des droits de l'Homme au sein des prisons israéliennes.

Depuis 2016, Shawan Jabarin est également Secrétaire général de la FIDH (Mouvement Mondial des Droits Humains).

La rencontre de ce jour avait été organisée en urgence par la FIDH pour les ONG pro-palestiniennes. Shawan Jabarin est arrivé hier de Palestine et sera l'invité d'honneur du Congrès de l'AFPS ce week-end.

L'information la plus importante qui nous a été donnée est que les prisonniers palestiniens avaient décidé, avant le début du mouvement, de passer d'une grève de la faim à une grève de la soif au bout de 30 jours si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Nous y sommes, au moins les grévistes de la prison de Beer Sheva viennent de basculer à cette forme de mouvement, ce qui amène Shawan Jabarin à demander une montée en puissance urgente du soutien international.

### **Le contenu de l'intervention :**

Les droits des prisonniers palestiniens se sont considérablement réduits ces dernières années. Les visites des familles, l'accès aux soins, l'accès à la nourriture... étaient satisfaisants jusqu'à il y a 10 ans, et Shawan Jabarin, qui compare la situation d'aujourd'hui à celle qu'il a connue comme prisonnier administratif, rappelle qu'à cette époque, il pouvait tenir ses enfants dans ses bras lors des visites - ce qui serait inenvisageable aujourd'hui. C'est face à cette dégradation - que beaucoup de prisonniers ont vécue, car ils sont condamnés à des peines longues - que le mouvement a pris naissance. Cette dégradation est intervenue comme punition collective des Palestiniens au moment de l'emprisonnement du soldat Gilad Shalit à Gaza, B. NETANYAHOU ayant affirmé à l'époque que « les Palestiniens doivent en payer le prix ». La situation ne s'est pas améliorée depuis la libération de SHALIT.

Les prisonniers palestiniens sont fortement discriminés par rapport aux prisonniers israéliens, qui ont des visites familiales fréquentes, l'accès à un téléphone public 6 heures par jour, la possibilité de sortir de prison lors de grands événements de la vie (type décès de leurs proches...). Rien de tout cela pour les Palestiniens, ce qui accroît les tensions.

Selon Shawan Jabarin, les prisonniers palestiniens placent leur conflit sur un plan humanitaire exclusivement, et ce sont les Israéliens qui le politisent (par exemple en affirmant que Marwan Barghouti cherche à renforcer son rôle politique), pour être en meilleure situation de résister aux demandes.

Les prisonniers palestiniens ont annoncé en aout 2016 qu'ils entreraient en grève de la faim le jour de solidarité avec les prisonniers palestiniens (17 avril) si leurs demandes n'étaient pas satisfaites. Malgré quelques échanges sur cette période, rien n'est venu améliorer leur quotidien. Ils avaient aussi décidé de basculer à une grève de la soif au bout de 30 jours si rien ne se passait - cette phase est en train de se dérouler.

S'agissant de cette grève de la soif, on ne sait pas si Marwan Barghouthi y est associé - lundi, il a pu rencontrer son avocat et annonçait son intention de la débiter mercredi, mais depuis lundi, on n'a plus d'informations sur lui.

Israël a depuis le début de la grève annoncé une position dure dans le conflit, y compris par des déclarations publiques de certains ministres :

- Avigdor LIEBERMAN propose d'utiliser la méthode THATCHER (qui avait laissé mourir 10 grévistes de la faim irlandais sans négocier, dont Bobby SAND) pour traiter le problème,
- Gilad ERDAN, Ministre de l'Intérieur et des Affaires Stratégiques, considère que les grévistes utilisent la grève pour ternir l'image d'Israël à l'étranger, comme BDS, et considère que cette guerre doit être traitée comme telle : « laissons certains mourir, cela dépeuplera nos prisons ».

Cette grève est la 24<sup>e</sup> grève collective de la faim des 50 dernières années, mais la première depuis 2012. Et c'est la première fois qu'elle est directement pilotée, côté israélien, par le gouvernement et non par les autorités pénitentiaires, ce qui en durcit les contours.

Les Israéliens cherchent depuis le 1<sup>er</sup> jour de la grève à mater le conflit :

- Mises à l'isolement des leaders (dont Marwan Barghouti),
- Tentatives de déstabilisation des prisonniers : changement de cellules fréquents, privation des biens propres, pas de radio pour capter des informations, diffusion de faux vidéos tentant de démontrer que beaucoup (dont Marwan Barghouti) ont abandonné le mouvement,
- Tentatives d'épuisements des prisonniers : fouilles des cellules deux fois par jour avec des chiens de guerre, obligation pour ces prisonniers épuisés par 30 jours sans alimentation de changer de cellule pendant ces fouilles,
- Privation de sel (indispensable pendant une grève de la faim), de vêtements (un seul vêtement et sous-vêtement pour 2 à 3 semaines...).

Un gardien de prison druze affecté à la surveillance de Marwan Barghouti vient de démissionner avec une déclaration publique selon laquelle il avait obéi jusqu'à ce jour en lui mettant la pression, en organisant des barbecues devant sa cellule, en introduisant des rats dans sa cellule, mais qu'il ne pouvait plus continuer...

Actuellement, les autorités déplacent les prisonniers des 22 prisons où ils sont dispersés vers 3 prisons à proximité d'hôpitaux, et on craint qu'elles ne recourent à l'alimentation forcée :

- Qui, selon des déclarations de l'ONU, peut être assimilée à de la torture,
- Que les médecins israéliens refusent de pratiquer,
- Pour laquelle ils feraient venir des médecins étrangers.

Cette pratique de l'alimentation forcée n'a pas commencé, les autorités sont prêtes mais des raisons peuvent la faire reculer :

- la difficulté à trouver des médecins pour la pratiquer,
- le risque d'image pour Israël,
- les risques juridiques pour ses dirigeants, qui pourraient être poursuivis pour torture par des tribunaux étrangers au titre de la compétence universelle...

Shawan Jabarin rappelle le contexte d'illégalité qui entoure l'emprisonnement des palestiniens selon le droit international :

- Interdiction de la détention administrative telle que pratiquée par Israël,
- Interdiction pour une Puissance Occupante de déplacer des prisonniers hors de leur propre territoire,
- Obligation de respecter les normes du droit humanitaire international pour l'emprisonnement (alimentation, soins, visites).

A ces illégalités s'en ajoutent de nouvelles pour réprimer le conflit - alors qu'une grève de la faim est au contraire parfaitement légale.

Les Chefs de mission diplomatiques de l'Union Européenne à Ramallah et à Tel Aviv ont dénoncé cette situation, ainsi que - plus légèrement - le CICR dans des rapports récents.

La situation se tend en Palestine, avec des manifestations de soutien de plus en plus fortes. Certaines familles accompagnent cette grève de la faim depuis trois semaines. L'épisode du colon qui a tué un jeune Palestinien de 23 ans jeudi 18 mai au check-point de Huwara intervient dans ce contexte.

Shawan Jabarin conclut en demandant maintenant le maximum de pression internationale pour éviter des morts d'ici peu de temps.

• **Emplacement** : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Agir](#) > [Campagnes](#) > [Palestine, 100 ans de dépossession : la campagne 2017](#) > [Les thématiques mensuelles et leurs outils](#) > [avril 2017 : Palestine la case prison](#) >

• **Adresse de cet article** :

<https://plateforme-palestine.org/Rencontre-avec-Shawan-Jabarin-sur-les-prisonniers-palestiniens>